

Paris, le 11 décembre 2007

Bilan de six mois d'activités de la CAE (Juin /décembre 2007)

Quelques chiffres

Nombre de réunions : au total **41** réunions de la CAE, dont :

- 5 auditions du ministre des affaires étrangères,
- 5 auditions de membres du gouvernement : Jean-Pierre Jouyet à deux reprises, Brice Hortefeux, Jean-Marie Bockel, Rama Yade,

auxquelles il faut ajouter des auditions de ministres étrangers des affaires étrangères : Mme Tzipi Livni, (ministre des affaires étrangères de l'Etat d'Israël), M. Mourad Medelci (ministre des affaires étrangères d'Algérie) et de responsables français : par exemple, M. Christophe de Margerie, directeur général de Total, ou des personnalités de la société civile, comme M. Daniel Duvillard, chef des opérations du CICR pour la Corne de l'Afrique.

A titre de comparaison, la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a tenu 29 réunions, la commission des affaires économiques 33, la commission des lois 39, la commission de la défense 19, la commission des finances 62.

→ La commission des affaires étrangères, en nombre de réunions (41) vient donc après la commission des finances (62) qui, très logiquement en période budgétaire, tient un nombre très élevé de séances.

*

① – Activité législative

35 projets de loi de ratification ou d'approbation de conventions examinés qui ont fait l'objet de 28 rapports ainsi répartis (18 majorité / 10 opposition), ainsi qu'un rapport sur la convention fiscale avec la Libye attribué à un membre de la majorité et à un membre de l'opposition.

14 de ces 35 projets de loi ont fait l'objet d'un débat en séance publique, comme par exemple la ratification du Protocole de Londres sur les brevets, mais aussi les conventions relatives à l'abolition de la peine de mort, la lutte contre la traite des êtres humains ou la corruption, le Musée d'Abou Dabi, la répression du terrorisme, l'accord de Cotonou relatif au financement du développement.

Pour mémoire, 56 textes au total dont 35 projets de ratification ou d'approbation de textes internationaux ont été adoptés par l'Assemblée).

*

La commission des affaires étrangères a également rendu **9 avis budgétaires** ainsi qu'un rapport d'information sur l'avenir de la politique étrangère et de sécurité commune fait à l'occasion de la discussion de l'article sur la contribution de la France au budget de l'Union européenne.

Cette phase budgétaire a représenté en amont 107 réunions préparatoires pour l'ensemble des rapporteurs.

La commission a par ailleurs donné un avis sur le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile (n° 57, renvoyé aux lois).

*

② – Activités de contrôle

La commission des affaires étrangères a décidé de rendre des rapports d'information sur un nombre de sujets très variés mais qui sont à ses yeux prioritaires.

Ces thèmes de réflexion ont été confiés soit à des binômes (1 majorité/1 opposition) soit à une mission collective de 10 à 15 d'entre vous.

Parmi les missions d'information collectives :

⇒ Construire l'Union méditerranéenne

Cette mission présidée par Renaud Muselier et dont le rapporteur a été Jean-Claude Guibal, a adopté son rapport à l'unanimité le 5 décembre dernier.

⇒ La politique de la France en Afrique

Mission au long cours présidée par Jean-Louis Christ ; rapport confié à Renaud Dutreil.

La mission poursuit ses travaux qu'elle devrait achever à l'automne 2008.

⇒ Prochaine mission collective décidée par le Bureau : l'évolution de l'équilibre géopolitique au Moyen-Orient, compte tenu de la situation de l'Iran (à constituer en début d'année prochaine).

Parmi les binômes :

Un rapport d'information vient d'être établi sur la situation au Kosovo (MM. Ferrand et Dufau), adopté également le 5 décembre.

En outre, deux rapports d'information seront présentés l'année prochaine sur :

- les enjeux géostratégiques de la prolifération (MM. Myard/Boucheron) ;
- les relations UE/Russie en matière énergétique (MM. Guillet/Dreyfus).

D'autres sujets ont été inscrits au programme de la commission :

- la délimitation du plateau continental de la France et de la zone économique exclusive du Canada (cette question plus technique et juridique mais également politique sera mise à l'étude également en janvier)

A moyen terme, la CAE devrait rendre des rapports d'information sur les thèmes suivants :

- ONG humanitaires ;
- les contributions françaises aux organisations internationales ;
- l'avenir des lycées français à l'étranger.

*

③ – L'actualité européenne

1/ **Traité de Lisbonne**

- ⇒ Publication du document établissant une version des traités européens consolidée par le traité de Lisbonne
- ⇒ En janvier, saisine pour avis par la commission des affaires étrangères du projet de révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Lisbonne
- ⇒ La commission des affaires étrangères sera ensuite compétente au fond pour étudier le projet de loi de ratification du traité de Lisbonne.

Dans cette perspective, une série d'auditions ont été programmées (Jean-Pierre Jouyet, Pierre Sellal, notre ambassadeur à Bruxelles, Valéry Giscard d'Estaing) mais également des invitations vont être adressées aux ministres des affaires étrangères de différents pays de l'Union européenne (Allemagne, Grande Bretagne, Espagne, Pologne).

2/ **Création de deux groupes de suivi**

Présidence française de l'Union

- ⇒ Création d'un groupe de suivi mixte avec la Délégation pour l'Union européenne qui tiendra sa première réunion le 19 décembre. Ce groupe sera associé à la préparation et au déroulement de la présidence française.
- ⇒ Création d'un avis budgétaire confié à Nicole Ameline sur la présidence française (pour mémoire)

Turquie

- ⇒ Création d'un groupe de suivi mixte avec la Délégation pour l'Union européenne sur le déroulement des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. Ce groupe fait suite aux travaux déjà engagés par le groupe présidé par M. Hervé de Charette sous la précédente législature. Il devrait être constitué définitivement dans les jours qui viennent.

*

④ – Autres activités

– les petits déjeuners : M. Bernard de Montferrand, ambassadeur de France en Allemagne
M. Gérard Errera, ambassadeur de France au Royaume-Uni
M. Fathallah Sijilmassi, ambassadeur du Royaume du Maroc

– la création de la commission d'enquête Libye. La demande de création de cette commission a été examinée par la CAE. Les 30 membres de la commission d'enquête comptent plusieurs membres de la commission des affaires étrangères.